

Pas de ministère de la fonction publique: une "vision purement comptable", dénonce FO

18/05/2017 Dialogue et relations sociales - Marché du travail et emploi

PARIS, 18 mai 2017 (AFP) - Le syndicat UIAFP-FO a dénoncé jeudi, à l'instar d'autres syndicats de la fonction publique la veille, une "vision purement comptable" derrière le choix du gouvernement de ne pas doter les services publics d'un ministère à part entière.

"Plus de 5 millions de fonctionnaires et agents publics des trois versants de la Fonction publique (Etat, territoriale et hospitalière) soit 20 % de l'emploi salarié, ont cherché en vain leur ministère et le nom de leur ministre lors de la promulgation du nouveau gouvernement", écrit l'Union interfédérale des agents de la fonction publique FO (UIAFP-FO) dans un communiqué.

Relevant que "c'est le ministère de l'action et des comptes publics qui sera désormais en charge de la fonction publique et de ses agents", elle y voit une "vision purement comptable et budgétaire de la fonction publique" qui "augure mal de la politique qui sera mise en oeuvre demain".

L'UIAFP-FO demande "un ministère à part entière" et rappelle quelques-unes des "intentions" du président de la République lorsqu'il était en campagne: suppression de 120.000 fonctionnaires, fin de l'évolution uniforme des rémunérations de toutes les fonctions publiques "dans une logique d'individualisation des rémunérations basée sur le mérite", "remise en cause du code des pensions civiles et militaires en introduisant un régime unique de retraite en points", "contrats pour remplacer le système des corps de fonctionnaires jugé trop rigide".

L'Union syndicale évoque aussi, comme l'a confirmé jeudi le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner, la volonté du gouvernement de remplacer certains directeurs de l'administration centrale, une nouvelle ligne avec comme "inspiration" le "spoils system" aux Etats-Unis, selon lequel un nouveau gouvernement s'assure de la loyauté de ses hauts fonctionnaires en les remplaçant par des fidèles.

La CFTC a également dénoncé jeudi un "choix comptable" dans le rattachement de la fonction publique au ministère conduit par Gérald Darmanin (LR), tandis que la CFE-CGC s'interroge également sur la "logique comptable" derrière cette "absorption".

ls/db/jcc